

LesEchos.fr

11/03/11 | 15:45 | mis à jour à 16:03 | Stephane Le Page Nicole Notat : «Notre rôle est d'apporter les outils utiles aux démarches choisies par les investisseurs»

La présidente de Vigeo, le leader européen de la notation extra-financière, répond aux critiques dont le secteur fait l'objet.

Les agences de notation extra-financières, dont Vigeo, ont été critiquées sur leur travail. On leur a reproché de s'appuyer trop sur des déclarations d'entreprise, et de ne pas faire assez de visites. Que répondez-vous à vos détracteurs ?



Les critiques sont le signe de l'affirmation du rôle de la notation extra-financière, c'est donc une bonne nouvelle. La méthode de collecte de l'information avec ou sans visite d'entreprises a été très discutée. Avec tout le respect que j'accorde à ses promoteurs, le raisonnement qui réduit la qualité des opinions émises au principe de la visite est, à mes yeux, très réductrice. Ce qui compte avant tout, que l'on soit sur place ou à distance, c'est la rigueur, la robustesse et la profondeur du questionnement qui conduit à cibler et solliciter les indicateurs et informations, rendant compte d'un engagement tangible de l'entreprise sur ses facteurs de risque ESG. Ceux-ci ne se limitent pas à de belles déclarations sans preuve de passage à l'acte. A cet égard, le dialogue avec l'entreprise, sur des questions précises, est central.

J'ajoute que dans une activité de rating qui comporte l'analyse de 2000 entreprises, le principe d'égalité de traitement de toutes les entreprises est clé. Elle est garantie par une méthode qui protège les risques de partialité.

Quant à l'indépendance de nos opinions, notre méthodologie a reçu la certification CSRR-QS, une norme initiée par l'Union européenne pour la qualité et l'indépendance de recherche en matière de RSE. L'audit externe a eu lieu sur l'ensemble de nos sites.

Les entreprises jouent-elles le jeu en vous fournissant des informations fiables ?

Nous étudions 2.000 structures. Vous imaginez la diversité des situations rencontrées... Avant la fiabilité, c'est la disponibilité de l'information, je veux dire de l'information utile à notre évaluation, qui est le meilleur indicateur de l'importance que l'entreprise accorde à la consolidation de ses indicateurs RSE. L'absence d'information disponible est une information sur la faiblesse du reporting et de son périmètre. Ce n'est pas un hasard, si nous obtenons plus d'informations sur les critères liés à la Gouvernance qu'à certaines données sociales ou environnementales qui ne se résume pas à l'indicateur d'émission de CO₂, par ailleurs

nécessaire. Derrière l'indicateur de disponibilité se cache l'importance qui est consacrée au sujet. Mais notre collecte est multi-source et intègre aussi, si elles existent, des informations fournies par des parties prenantes ou des médias de manière à les croiser avec celles de l'entreprise. La fiabilité passe aussi par la vérification, par des tiers externes, de l'exactitude des informations publiées. A cet égard, l'obligation réglementaire de reporting et de vérification est un accélérateur réel, l'initiative de l'AMF est une très bonne nouvelle.

Enfin, c'est en sollicitant des indicateurs sectoriels rendant compte des politiques conduites, doublés d'indicateurs de déploiement dans toute la chaîne managériale, de mesures et de résultats, que nos analystes approchent au mieux l'engagement et la performance tangibles d'une entreprise en matière de RSE. Nous surveillons en moyenne près de 250 indicateurs par entreprise, détectons les controverses, allégations et condamnations de l'entreprise, produisons des alertes entre deux notations qui peuvent nous amener à réviser notre opinion et dégrader un titre. Nous nous considérons comme un capteur d'information. On la collecte et on la qualifie.

Certains vous reprochent de ne pas avoir pris les mesures qui s'imposaient sur BP...

En avril 2010, avant la catastrophe dans le Golfe du Mexique, nous affections à BP, sur la prévention et le contrôle de ses risques de pollution accidentelle, un score de 26 sur 100. Le leader Repsol obtenait un score de 60. Le moins qu'on puisse dire est qu'il y avait là de quoi aiguiser la vigilance de nos clients.

Pourquoi vous êtes-vous installé également au Maroc ?

Dès l'origine, en 2003, nous avons ouvert un bureau à Casablanca. Nous avions souhaité tester le concept sur un pays non membre de l'OCDE et mené des missions d'audit auprès d'entreprises marocaines ou de filiales de sociétés françaises. Le patronat marocain, initiative rare, a conçu une charte de responsabilité sociale exigeante, donnant lieu à un label pour les signataires de la charte qui se soumettent alors à un audit auprès d'organismes accrédités dont Vigeo. Bref, démonstration est faite que la RSE n'est pas seulement l'affaire d'entreprises des pays dits riches. Une quarantaine d'entreprises marocaines se sont engagées dans ce dispositif. Fort de cette installation, nous avons mis en place une équipe d'analystes venant grossir nos forces de production déjà présentes à Paris, Bruxelles et Milan quand nous avons augmenté le nombre d'entreprises sous notre revue. Au total, Vigeo emploie 87 personnes réparties sur nos 4 sites.

La crise financière vous a privé de ressources. Vos clients, les sociétés de gestion, ont limité les frais. Pensez-vous revoir votre modèle économique ?

Ce n'est pas à l'ordre du jour. Contrairement aux agences financières qui font payer leur notation aux émetteurs, les agences extra-financières sont financées par les investisseurs utilisateurs de nos rapports et opinions. Par ailleurs chaque utilisateur sélectionne les informations et données que nous leur fournissons selon leur propre démarche d'investissement responsable. Les uns pratiquent une démarche d'exclusion de titres controversés, ceux-ci sont minoritaires en France, plus nombreux dans les pays nordiques ou au Benelux. D'autres, fidèles aux principes de l'investissement responsable, s'attachent à compléter l'analyse préalable à leur décision d'investissement d'un filtre ESG, considérant que

ces derniers renforcent la sécurité de leur placement à moyen terme. Ils recourent à cet effet à différentes techniques, parmi lesquels la sélection des entreprises les plus avancées, en performance relative, au dialogue avec les émetteurs au screening de l'empreinte RSE de leur portefeuille ou encore au repérage de controverses.

Notre rôle est d'apporter la matière, les outils utiles aux différentes démarches et techniques choisies par les investisseurs. Nous ne nous substituons pas à leur choix.

Est-ce que Vigeo est une affaire rentable ?

2009 a été une année difficile. En 2010, nous aurons des résultats opérationnels positifs. Nous avons augmenté notre chiffre d'affaires global de 16 % entre 2009 et 2010. L'activité ISR est donc rentable, elle assure les deux-tiers de notre chiffre d'affaires apportés par près de 100 clients. Vigeo Rating se consolide, nous ouvrons cette année un bureau au Royaume-Uni et explorerons, le cas échéant, les possibilités de partenariat.

Vigeo Enterprise a, de son côté, progressé en chiffre d'affaires de 22 % en 2010 et s'engage auprès des entreprises intéressées par la nouvelle norme ISO 26 000.

Des entreprises clientes sont aussi vos actionnaires. Ne craignez-vous pas les conflits d'intérêt ?

Si risque potentiel de conflit d'intérêt il y a, l'enjeu consiste à le maîtriser. Un collège de 37 entreprises est au capital de Vigeo pour 0,73 % chacune, avec deux autres collèges, celui des investisseurs majoritaires et celui des syndicats/ONG. Aucun collège ne peut faire prévaloir ses intérêts au détriment des autres. C'est une sécurité en matière d'indépendance.

Depuis notre origine, 14 des entreprises actionnaires ont fait appel une fois à notre service Vigeo Enterprise. Et ces 37 entreprises actionnaires représentent moins de 1% du nombre des entreprises notées par Vigeo Rating.

MSCI, Thomson-Reuters, Bloomberg, les grands de l'information financière ont posé leurs jalons dans la notation extra-financière. La concurrence s'annonce rude.

Le fait que ces mastodontes arrivent sur ce marché est une marque d'intérêt des informations ESG par les marchés. Ils diffusent plus d'informations brutes qu'ils ne se livrent à la formation d'opinions sur la maîtrise des risques qu'elles révèlent. MSCI, fabricant d'indices, s'est doté de ressources spécialisées en Notation en faisant l'acquisition de deux agences, Innovest et KLD.

L'Investissement socialement responsable a du mal à percer en France ?

Non, l'ISR se développe fortement en France d'abord à partir des investisseurs et, à moindre degré en effet, pour les épargnants individuels, même si ça semble bouger de ce côté. L'ISR ne parle pas encore suffisamment aux particuliers, le concept est trop complexe, il mérite d'être simplifié sans devenir simpliste, en parlant sans doute davantage des objectifs dont il se recommande plutôt que de s'enliser dans des démonstrations techniques. Les banques et sociétés d'assurance ont leur part de responsabilité pour offrir une offre accessible, lisible mais aussi crédible. Si leur fédération professionnelle ou les grandes maisons engagées de la Place, développait une campagne grand public à cet égard, elle ferait œuvre utile.

Une chose est sûre : l'investisseur, quel qu'il soit, ne peut plus rester à l'écart d'un mode de croissance plus soutenable et plus durable.

Photo : Nicole Notat, présidente de Vigeo (DR)

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE LE PAGE

Tous droits réservés - Les Echos 2011